

il faut éviter de gaspiller l'énergie, grâce à une utilisation plus efficace de cette dernière. Quatrièmement, la conférence insistait sur la nécessité de mettre en valeur au plus tôt de nouvelles sources d'énergie ou tout au moins les faits saillants, qui ressortent de la conférence. Ces conclusions s'appliquent autant au Canada qu'à tous les autres pays du monde.

Les principaux pays exportateurs du monde ont formé dans les années 60 une organisation connue sous le nom d'Organisation des pays exportateurs de pétrole, plus souvent appelée l'OPEP. Les pays qui composent cette organisation sont l'Iran, l'Iraq, l'Algérie, le Koweït, le Venezuela, l'Indonésie, l'Arabie Saoudite, la Libye, l'Abu-Dhabi, le Qatar et le Nigéria. L'Arabie Saoudite, monsieur l'Orateur, est le pays qui sera, plus que tout autre, le centre des approvisionnements d'énergie du monde entier dans les années à venir. L'Arabie Saoudite produira du pétrole en quantité suffisante pour que les approvisionnements mondiaux soient égaux ou légèrement inférieurs à la demande mondiale. Il est facile de comprendre pour quelles raisons l'Arabie Saoudite aura la première place dans ce domaine si l'on pense que ses réserves actuelles s'élèvent aux alentours de 160 milliards de barils et que sa production quotidienne de pétrole est de l'ordre de 7 à 8 millions de barils par jour, et que la capacité de production pétrolière de ce pays est la plus grande du monde.

Le ministre du pétrole de l'Arabie Saoudite, M. Yamani, a déclaré récemment à Londres que même lorsque Israël se sera retiré des territoires arabes, la production ne sera rétablie qu'au niveau où elle était en septembre dernier. Monsieur l'Orateur, ce niveau est inférieur aux besoins actuels de pétrole et ne permettra pas la création des approvisionnements de pétrole nécessaires. En outre, le ministre a déclaré que l'Arabie Saoudite rétablirait progressivement les niveaux de production qui existaient en septembre 1973 d'après un calendrier établi par elle-même. Le cheik a également déclaré que les États arabes seront «très heureux de discuter avec les pays clients de conditions raisonnables en matière de prix et de production de pétrole en vue de protéger le système économique mondial.» Il a poursuivi en disant, cependant, «les acheteurs frappent à nos portes» en offrant des prix plus élevés, et il serait illogique de s'attendre à ce que les Arabes disent «Non, nous ne voulons pas \$10 par baril pour notre pétrole, \$7 nous suffiront».

J'ai donné tous ces détails, monsieur l'Orateur, pour permettre aux députés de comprendre les éléments d'ordre international qui aujourd'hui et pour les prochaines années, détermineront l'offre et par conséquent le prix. Les jeux sont faits et ce qui se dessine dans un avenir prévisible ce sont des pénuries ininterrompues et des prix qui ne cessent de monter. Même si l'on peut supposer que le monde retrouvera son équilibre, cela ne se fera que lorsque, selon les propos du ministre des Pétroles de l'Arabie Saoudite, «les Israéliens se seront retirés des territoires qu'ils occupent depuis 1967». A mon point de vue, monsieur l'Orateur, étant donné la situation qui existe actuellement dans cette partie du monde et comme il est probable que les négociations seront lentes, les restrictions imposées par les Arabes dureront non pas quelques semaines ou quelques mois, mais très vraisemblablement beaucoup plus longtemps. Il me paraît irréaliste que nous comptions sur cette partie du monde pour assurer la sécurité de nos approvisionnements à l'avenir.

L'analyse des approvisionnements d'énergie futurs dans le monde révèle trois sortes de difficultés; celles-ci ont rapport à l'élément temps. Le premier problème est celui

Approvisionnement d'énergie—Loi

auquel nous devons faire face pour l'instant et dans un proche avenir. Le deuxième est celui qui surviendra à la fin du siècle et, enfin, nous devons envisager tous ces problèmes à très long terme. Le problème énergétique actuel et à court terme découle essentiellement de la rareté des approvisionnements en pétrole, à la fois de dérivés et de brut. Alors qu'aujourd'hui le pétrole doit satisfaire plus de 50 p. 100 des besoins énergétiques dans la plupart des pays, le problème que nous éprouvons maintenant est plus grave que celui qu'on avait connu à la fin des années 50 et de nouveau à la fin des années 60. A ces deux époques, il existait une capacité de production excédentaire dans d'autres pays. Cet excédent n'existe plus aujourd'hui et n'existera pas dans un avenir prévisible.

Beaucoup des grands pays producteurs ont admis que leurs réserves étaient limitées. De même, depuis à peu près deux ans, on a doublé ou triplé le prix du baril de pétrole. Il s'ensuit que malgré une production moindre de pétrole à l'heure actuelle, les recettes de ces ventes sont beaucoup plus considérables qu'auparavant.

Un aspect extrêmement significatif de la situation de l'énergie dans le monde est que le problème énergétique qui préoccupe les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon ou tout autre pays, ne se limite pas dans ces effets à chacun de ces pays en particulier. Une pénurie d'énergie dans une région clef aura vraisemblablement des répercussions à l'échelle mondiale et affectera littéralement tous les autres pays. Mais ce sont très malheureusement les populations des pays en voie de développement qui seront le plus durement touchés de toutes, car ce sont elles qui, moins que toutes les autres, ne peuvent payer le coût élevé de l'énergie qui est si essentielle à leur croissance économique. C'est là exactement le point qu'a fait valoir le député de Don Valley (M. Gillies) plus tôt cette semaine. L'économie canadienne est inextricablement liée à celle des États-Unis et des autres principaux pays commerçants du monde.

Une étude des problèmes énergétiques qu'aura à affronter le Canada est tout à fait incomplète si elle ne tient pas compte de cette composante internationale pleine de risque. Toute planification économique doit maintenant se préoccuper de façon critique des répercussions à court terme et à long terme. Il y aura des pénuries continues d'énergie dans le monde au cours des 10 ou 15 prochaines années et cela affectera le niveau de vie de nombreux pays. Ces pénuries pourraient donner lieu à des régressions économiques, à des taux élevés de chômage et, finalement, la course à l'énergie pourrait mener à de graves conflits entre les pays. Cela n'ajouterait rien aux approvisionnements et aurait pour effet de faire monter les prix en flèche.

● (1540)

Au Canada, il est nécessaire de réévaluer les structures commerciales aussi bien du passé que de l'avenir. L'abondance d'énergie offre de grandes possibilités à long terme, mais également des difficultés à court terme. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) ne nous en a pas dit bien long sur les activités de son ministère dans ce domaine important. Devons-nous supposer que les mesures prises sont aussi futiles que ses propos? Le ministre des Finances (M. Turner) entre-temps nous a dit peu de choses et quand il parle, il contredit tout ce qu'affirment le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre de l'Énergie des Mines et des Ressources (M. Macdonald).

Les Canadiens peuvent difficilement comprendre la situation privilégiée dans laquelle ils se trouvent actuelle-